



**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE DE BERCHEM-SAINTE-AGATHE**

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Marc Vande Weyer, *Président du Conseil* ;
Christian Lamouline, *Bourgmestre* ;
Said Chibani, Katia Van den Broucke, Sabrina Djerroud, Christiane Rassart, Ali Bel-Housseïne, *Echevins* ;
Thibault Wauthier, Geoffrey Van Hecke, Fatiha Rezki, Gladys Kazadi, Marc Hermans, Chantal Duboccage, Clementina Ulmeanu, François Robe, Ilse Carlé, Philippe Lalière, Mariam Bah, Julien Vande Weyer, Maria Spataru, Walid Bouzagou, Yves Reineson, Frédéric Smets, Antoinette Uwonkunda, Diellza Iberhysaj, Rudi Landeloos, *Conseillers communaux* ;
Fabienne Demaury, *Secrétaire communale*.

Excusés

Yon nec Polet, *Echevin* ;
Laila Bougmar, Bader El Azzaoui, *Conseillers communaux*.

Séance du 18.12.25

#Objet : Taxe sur la distribution de publicités - Renouvellement et modifications #

Séance publique

AFFAIRES FINANCIÈRES

Finances

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 de la Constitution;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales;

Vu la délibération du Conseil communal du 16 décembre 2024 relative à la taxe sur la distribution de la publicités, devenue exécutoire le 03 février 2025, pour un terme expirant le 31 décembre 2027;

Considérant le rapport du Receveur communal du 30 novembre 2024 motivant le choix du nombre de boîtes aux lettres répertoriées dans la commune à utiliser en cas de cotisations enrôlées d'office;

Considérant que la possibilité pour les redevables de demander un régime d'imposition forfaitaire permet de simplifier le travail administratif à fournir tant de la part des redevables que de la part de l'administration;

Considérant que la réalisation de maximum une distribution par mois peut être considérée comme occasionnelle;

Considérant que la réalisation de maximum une distribution par semaine peut être considérée comme régulière et considérant qu'au-delà d'une distribution par semaine, il convient de considérer qu'il s'agit de distributions massives;

Considérant qu'afin de garantir une proportionnalité correcte de l'impôt, les forfaits proposés doivent permettre d'établir une distinction entre les distributions occasionnelles, régulières et massives et qu'il convient dès lors de refléter ceci dans les tarifs proposés;

Considérant le rapport du Receveur communal du 01 décembre 2025 motivant le choix d'une indexation annuelle de la taxe de 3%;

Vu la situation financière de la commune et la nécessité d'assurer un équilibre budgétaire;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

ARRETE ce qui suit:

CHAPITRE 1er. - Assiette de l'impôt

Article 1. Il est établi pour les exercices 2026 à 2028 inclus, une taxe sur la distribution de porte-à-porte de feuilles et cartes publicitaires à caractère commercial, de catalogues, dépliants et journaux contenant de la publicité à caractère commercial, lorsque ces imprimés ne sont pas adressés nominativement.

Par « **carte et feuille publicitaire** », il faut entendre: les pièces qui sont composées d'une feuille (deux faces imprimées ou non) au plus.

Par « **catalogue, dépliant ou journal publicitaire** », il faut entendre: les pièces qui comprennent plus d'une feuille.

Par « **trimestre** », il faut entendre: la période du 01.01 au 31.03, du 01.04 au 30.06, du 01.07 au 30.09 et du 01.10 au 31.12.

Est uniquement visée: la distribution gratuite dans le chef des destinataires.

Article 2. Sont visés par les présentes dispositions: les imprimés publicitaires non adressés nominativement ouverts à tous les annonceurs ou émanant d'un seul commerçant ou d'un groupe de commerçants et comportant moins de 40% de textes rédactionnels non publicitaires.

Par « **textes rédactionnels** », il faut entendre:

- les textes écrits par les journalistes dans l'exercice de leur profession;
- les textes qui, au niveau de la population de la commune, jouent un rôle social et d'information générale en dehors des informations commerciales ou apportent une information officielle d'utilité publique en faveur de l'ordre ou du bien-être comme les services d'aides, les services publics, les mutuelles, les hôpitaux, les services de garde (médecins, pharmacies) ou des informations d'utilité publique telles que les informations communales et les faits divers nationaux et/ou internationaux;
- les nouvelles générales et régionales, politiques, sportives, culturelles, artistiques, folkloriques, littéraires et scientifiques et les informations non commerciales aux consommateurs;
- les informations concernant les cultes, les annonces d'activités telles que fêtes et kermesses, fêtes scolaires, activités des maisons de jeunes et des centres culturels;
- les petites annonces non commerciales émanant de particuliers et les annonces notariales;
- la propagande électorale.

Sont considérés comme « **textes publicitaires** » à caractère commercial, les articles:

- dans lesquels il est fait mention, soit explicitement, soit implicitement, de firmes ou de produits déterminés qui, sous une forme directe ou voilée, renvoient le lecteur à des réclames commerciales;
- qui, d'une façon générale, visent à signaler, à faire connaître, à recommander des firmes, produits ou services en vue d'aboutir à une transaction commerciale.

CHAPITRE II. – Redevables

Article 3. La taxe est à charge de l'éditeur des imprimés visés par les présentes dispositions. Le distributeur des imprimés soumis à l'imposition est solidairement responsable du paiement de l'impôt.

CHAPITRE III. - Calcul de l'impôt

Article 4. Les taux d'imposition sont fixés comme suit:

1. Carte et feuille publicitaire inférieures ou égales à 1000 cm²:

- €0,0145 par exemplaire distribué. Ce montant sera indexé le premier janvier de chaque année au taux de 3%:
- 2026: €0,0145
- 2027: €0,0149

- 2028: €0,0153

- Chaque distribution donnera lieu à une perception minimale de €40,00;

2. Carte et feuille publicitaire supérieures à 1000 cm²:

- €0,0288 par exemplaire distribué. Ce montant sera indexé le premier janvier de chaque année au taux de 3%:

- 2026: €0,0288

- 2027: €0,0297

- 2028: €0,0306

- Chaque distribution donnera lieu à une perception minimale de €80,00;

3. Catalogue, dépliant ou journal publicitaire:

- €0,0806 par exemplaire distribué. Ce montant sera indexé le premier janvier de chaque année au taux de 3%:

- 2026: €0,0806

- 2027: €0,0830

- 2028: €0,0855

- Chaque distribution donnera lieu à une perception minimale de €220,00.

Article 5. A la demande écrite du redevable, le Collège des Bourgmestre et Echevins est autorisé à accorder un régime d'imposition forfaitaire trimestriel, en remplacement des cotisations ponctuelles.

Le régime d'imposition forfaitaire reste valable jusqu'à révocation écrite par le redevable ou par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 6. Les taux de l'imposition forfaitaire trimestrielle sont fixés comme suit:

1. Carte et feuille publicitaire inférieures ou égales à 1000 cm²:

- Forfait 1: €884,07 par trimestre, maximum une distribution par semaine. Ce montant sera indexé le premier janvier de chaque année au taux de 3%:

- 2026: €884,07

- 2027: €910,59

- 2028: €937,91

- Forfait 2: €265,23 par trimestre, maximum une distribution par mois. Ce montant sera indexé le premier janvier de chaque année au taux de 3%:

- 2026: €265,23

- 2027: €273,19

- 2028: €281,39

- Forfait 3: €8.840,85 par trimestre, quel que soit le nombre d'exemplaires distribués au cours du trimestre. Ce montant sera indexé le premier janvier de chaque année au taux de 3%:

- 2026: €8.840,85

- 2027: €9.106,08

- 2028: €9.379,26

2. Carte et feuille publicitaire supérieures à 1000 cm²:

- Forfait 1: €1.768,18 par trimestre, maximum une distribution par semaine. Ce montant sera indexé le premier janvier de chaque année au taux de 3%:

- 2026: €1.768,18
- 2027: €1.821,23
- 2028: €1.875,87

- Forfait 2: €530,44 par trimestre, maximum une distribution par mois. Ce montant sera indexé le premier janvier de chaque année au taux de 3%:

- 2026: €530,44
- 2027: €546,35
- 2028: €562,74

- Forfait 3: €17.681,72 par trimestre, quel que soit le nombre d'exemplaires distribués au cours du trimestre. Ce montant sera indexé le premier janvier de chaque année au taux de 3%:

- 2026: €17.681,72
- 2027: €18.212,17
- 2028: €18.758,54

3. Catalogue, dépliant ou journal publicitaire:

- Forfait 1: €4.862,48 par trimestre, maximum une distribution par semaine. Ce montant sera indexé le premier janvier de chaque année au taux de 3%:

- 2026: €4.862,48
- 2027: €5.008,35
- 2028: €5.158,60

- Forfait 2: €1.458,74 par trimestre, maximum une distribution par mois. Ce montant sera indexé le premier janvier de chaque année au taux de 3%:

- 2026: €1.458,74
- 2027: €1.502,50
- 2028: €1.547,58

- Forfait 3: €48.624,74 par trimestre, quel que soit le nombre d'exemplaires distribués au cours du mois. Ce montant sera indexé le premier janvier de chaque année au taux de 3%:

- 2026: €48.624,74
- 2027: €50.083,48
- 2028: €51.585,98

Article 7.

§1. Toute distribution dépassant le forfait autorisé par le Collège fera l'objet d'une déclaration de la part du contribuable. Le taux de taxation applicable pour chaque distribution dépassant le forfait est celui mentionné à l'article 4.

§2. Lorsqu'un forfait a été autorisé par le Collège des Bourgmestre et Echevins, la distribution simultanée d'un exemplaire en langue française et d'un exemplaire en langue néerlandaise ayant le même objet est considérée comme une distribution unique.

CHAPITRE IV. - *De la déclaration*

Article 8. Le contribuable est tenu de déclarer spontanément à l'administration tous les éléments nécessaires à la taxation. À cet effet, il doit solliciter auprès de l'administration communale le formulaire de déclaration et le compléter conformément aux instructions qui y figurent.

Il est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque, notamment un exemplaire des imprimés ou produits assimilés à distribuer, ainsi que la liste complète des rues dans lesquelles la distribution aura lieu.

Le formulaire de déclaration, dûment complété, daté et signé, doit être transmis à l'administration communale au plus tard le trentième jour suivant le dernier jour du trimestre d'imposition.

Les contribuables qui n'auraient pas reçu ledit formulaire sont tenus d'en solliciter un exemplaire auprès de l'administration communale au plus tard le quinzième jour suivant le dernier jour du trimestre d'imposition.

Le formulaire de déclaration peut être transmis à l'administration communale par voie postale ou par voie électronique.

Article 9. L'article 8 ne s'applique pas aux contribuables pour lesquels un forfait a été autorisé par le Collège des Bourgmestre et Echevins pour autant que le nombre de distribution et leur format individuel reste conforme audit forfait. Lorsque le nombre de distribution dépasse le forfait autorisé par le Collège, chaque distribution complémentaire doit faire l'objet d'une déclaration comme prévu à l'article 8.

Article 10.

§1. Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa déclaration, notamment en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seraient réclamés à cet effet. La non déclaration ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe, d'après les éléments dont l'administration communale dispose.

§2. Lorsque la déclaration est incorrecte ou incomplète en raison du nombre de boîtes aux lettres pris en compte lors d'une distribution sur l'ensemble du territoire de la commune, la cotisation enrôlée d'office est majorée d'un montant égal à 10% de la taxe due, basée sur le nombre de boîtes aux lettres répertoriées dans la commune, c'est-à-dire 8.350 boîtes aux lettres. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

§3. Dans les autres cas, les cotisations enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à celui de la taxe due, basée sur le nombre de boîtes aux lettres répertoriées dans la commune, c'est-à-dire 8.350 boîtes aux lettres. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

CHAPITRE V. - *Du recouvrement et des réclamations*

Article 11. La taxe est perçue par voie de rôle. Le recouvrement et le contentieux sont réglés conformément aux dispositions légales régissant la matière.

CHAPITRE VI. - *Dispositions diverses*

Article 12. La délibération du 16.12.2024, visée en préambule et relative à la même matière, est abrogée avec effet au 31.12.2025.

Article 13. La présente délibération prend ses effets au 1er janvier 2026.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 19 votes positifs, 7 abstentions.

Abstentions : Geoffrey Van Hecke, Chantal Duboccage, Clementina Ulmeanu, François Robe, Ilse Carlé, Philippe Lalière, Rudi Landeloo.

2 annexes

251201 - Ltr CBE Motivation taux indexation taxe CC251218.pdf, 251218-A-xxx - Taxe distribution pubs (2026-2028).pdf

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Par ordonnance :
La Secrétaire communale,
(s) Fabienne Demaury

Le Président du Conseil,
(s) Marc Vande Weyer

POUR EXTRAIT CONFORME
Berchem-Sainte-Agathe, le 22 décembre 2025

La Secrétaire communale,

Le Bourgmestre,

Fabienne Demaury

Christian Lamouline